Le Burundi semble effacé de la scène médiatique mondiale

Bondy Blog, 29 juin 2012Burundi, qu'est-ce qu'on en dit ?Par Claire Diao En Afrique, il y a des pays dont on entend par du fait de leur actualité et d'autres qui demeurent oubliés. Le Burundi, qui célébrera ses 50 ans d'indépendance le 1er juillet prochain, fait partie de ces derniers. «Â II faut qu'on fasse connaître notre pays à travers le cinéma Â» décr. Evrard Niyomwugere, r©alisateur du meilleur documentaire national du 4e Festival international du cin©ma et de la téIévision du Burundi (Festicab). Lui qui a eu l'opportunité d'étudier à l'école de cinéma La Fémis de gens ne nous repà rent qu'à travers d'autres pays ». Et pour cause, voisin de la République Démocratique du Congo qui ne se stabilise pas depuis son accession Ã l'indépendance et du Rwanda que le génocide de 1994 a tristement rendu célÃ"bre, le Burundi est effacé de la scÃ" médiatique. Peut-être parce que ses 27 843 km² font de lui un pays plus petit que le Lac Tanganyika qui le bordeÂ? Nul ne le sait. Pourtant s'étonne Carine, assistante du Festicab : «Â chaque fois qu'un étranger vient ici, il souhaite s ».De la végétation à perte de vue, un lac dont les vagues et les plages ont tout d'un bord de mer, un calme relatif, des gens beaux, accueillants et discrets, une faune incroyable, des karaokés bondés où la bià re coule à flotsâ€l Voilà ce quá voyageur peut découvrir de la capitale Bujumbura. «Â En tant qu'expatrié, tu peux trÃ"s bien vivre dans une bulle et te déconnecter complÃ"tement de la réalité » m'explique une Française installée au Burundi depuis sept mois.Beau réalitéÀ la beauté idyllique du pays s'oppose le difficile quotidien des citoyens. Qui pédalent, dès 5 heures du mat botte de foin attachée à la selle. Qui lavent leurs habits dans les caniveaux du centre-ville. Qui transportent des sacs de ciment. Qui mendient un enfant dans le dos. Ou qui se saluent avec d©rision : «Â On est lÃ, on crà ve toujours ». Dans les rues, on rencontre des hommes en bleu ou en treillis, souvent armés. Des policiers arrêtent parfois les véhicules espérant un billet. Une technique continentale tellement usuelle qu'on pourrait s'y habituer.Le samedi matin ont lieu le travaux communautaires. Interdiction de conduire, tenue de sport assurée, les habitants nettoient la ville. Pour beaucoup de jeunes de Bujumbura, l'esquive est facile : «Â C'est repos communautaire ! » Mais dans les villages de l'a gare à celui qui ne le fait pas. Les voisins surveillent…La surveillance, justement, est un état de fait. Pas un bâtiment sans agent de sécurité, des gardiens sur la plage ou sur le bas-chaussée, il semble que tout soit prêt pour bondir si des troubles resurgissaient. «Â Diviser pour mieux régner »Les troubles du pays remontent à la colonisation et à la racialisation initiée par les Belges à l'Est du Congo, au Ruanda-Urundi, deux royaumes distincts qu'ils avaient réur privilégiant une ethnie par rapport à une autre plutÃ′t que de comprendre le modÃ"le d'État-Nation déjà instauré p Twa, les Tutsis et les Hutus qui vivaient ensemble, la mise en place du stratagème Â≪ diviser pour mieux régner » fut bien implantée. AprÃ"s avoir privilégié les Tutsis pendant quelques décennies, la Belgique soutient les Hutus au moment de l'Indépendance, renforçant l'idée que ces deux ethnies ne peuvent pas cohabiter. «Â Nous avons toujours ë ensemble mais le virus inoculé est allé jusqu'à structurer les esprits », me raconte un journaliste.Depuis l'indép du 1er juillet 1962, assassinats et coups d'État se succà dent. Les «Â événements Â» (comprenez massacres voir génocides) aussiÂ: 1972, 1988, 1993, 1994, 1996. Le 1er juin 1993, le président Melchior Ndadaye est élu. Il sera assassiné quatre mois plus tard, le 21 octobre, tout comme sept personnes de l'exécutif burundais. En une semaine, de massacres sont perpétrés à l'intérieur du pays, des écoles attaquées, des routes et des ponts détruits, des forÃ incendiées. Le 6 avril 1994 soit deux mois aprÃ"s son investiture par l'Assemblée nationale, le nouveau président du décède à bord du Falcone 50 du président rwandais abattu près de l'aéroport de Kigali (Rwanda). S'ensuivent de génocide cà ´té rwandais et onze ans de guerre civile cà ´té burundais.Il aura fallu l'intervention de Nelson Mandela comme médiateur pour signer des accords de paix à Arusha (Tanzanie) en 2000. «Â Ce que nous avons gagné Ã Arusha c'est la reconnaissance mutuelle », affirme Rénovat, défenseur des droits de l'Homme et fondateur de l'association pitié de lui. Les accords de cessez-le-feu entre le gouvernement et les mouvements armés sont signés le 16 novembre 2003 mais l'année 2004 marque la fin officielle de la guerre.Le mouvement rebelle actuellement au pouvoir, élu en 2005 remporte lâ€~élection présidentielle de 2010 jugée transparente et juste par les observateurs internationaux mais dénono par les partis d'opposition. Malgré un retour à la paix désiré, le spectre de la guerre refait son apparition. Des mouvements rebelles naissent et des répressions commises à l'encontre des opposants politiques, de la société civil des médias sont dénoncées par des ONG telles qu'Amnesty International ou Human Rights Watch. «Â Obliger Hum Rights Watch (HRW) A annuler une conf©rence de presse ne peut occulter la gravit© de la violence politique au Burundi » déclarait en avril 2012 le directeur de la division Afrique de HRW en réaction à une lettre du MinistÃ"re de l'Intérie «Â Ce que j'observe dans mon pays et ce qui manque en Afrique, c'est le rejet de la vengeance », ajoute Rénovat attribue depuis 2009 un prix du Meilleur Patriote à un Burundais défendant les droits de l'Homme. Â≪ Ce qui s'est r ces cinquante derni\(\textit{A}\) res ann\(\textit{A}\) ces devait arriver. On ne peut pas tout inventer, ce sont des choses qui prennent du temps Â».Le temps de pardonnerLe temps, il en faudra beaucoup pour panser les blessures, les douleurs, les rancÁ"urs. Celles des victimes de la guerre, des opposants opprimés et des réfugiés frontaliers dont les terres ont été réattribuées. «Â Certains Blancs pensent que les Hutus et les Tutsis ne peuvent pas cohabiter alors que dans le mÃame temps ils professent ne fut-ce que de manià re hypocrite la réalité d'une France, d'une Belgique, d'une Allema métissées, multiculturelles » relÃ"ve Davy, passionné par l'Histoire de son pays et optimiste quant à son évolutior

long terme. Alors que la céIébration du cinquantenaire de l'indépendance se prépare, une conférence international l'Histoire du Burundi organisée par l'Institut Français de Bujumbura (IFB) a été annulée. Le correspondant loca France 24, Hassan Ruvakuki, vient d'être condamné la prison à perpétuité pour acte de terrorisme. Une premià ce pays où médias et société civile sont un contrepoids politique. «Â C'est une déclaration de guerre contre les m dénonce le directeur de Bonesha FM, employeur de Ruvakuki. On lui reproche d'aller voir les rebelles alors que le parti au pouvoir était rebelle avant d'être au gouvernement. On oublie le passé Â». Espérant une mobilisation de la communauté internationale pour libérer le journaliste, les médias envisagent de boycotter la célébration du

mon pays, explique Rénovat. Qui va le reconstruire si tout le monde s'en va ? Â» Cette reconstruction, le fondateur du Festicab Léonce Ngabo la voit sous forme de cinéma. «Â Dans nos pays qui sortent de guerre, le 7e art doit être vecteur de paix et de réunification » affirme le cinéaste congolais Jean-Michel Kibushi, invité du festival. Associant artistes, médias, partenaires privés et gouvernement, le Festicab est une belle occasion de promouvoir collectivement le Burundi. Ainsi qu'une note d'espoir pour l'ensemble du pays.Claire Diao, Bujumbura (Burundi)Â

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 07:56